VU Research Portal

Les Oratoriens de France sous l'Ancien Régime. Premiers résultats d'une enquête

Frijhoff, W.T.M.; Julia, Dominique

published in

Revue d'histoire de l'église de France
1979

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M., & Julia, D. (1979). Les Oratoriens de France sous l'Ancien Régime. Premiers résultats d'une enquête. *Revue d'histoire de l'église de France*, 65(17 (juillet)), 225-265.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

LES ORATORIENS DE FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

PREMIERS RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE

Dans l'historiographie de la Réforme catholique, l'Oratoire de France est paradoxalement une congrégation bien étudiée et mal connue. Des travaux nombreux et solides ont depuis trente ans éclairé d'un jour nouveau la spiritualité bérullienne¹, ou se sont attachés à faire sortir de l'ombre les grands intellectuels oratoriens, de Guillaume Gibieuf² à Louis Thomassin³, de Bernard Lamy⁴ et Richard Simon⁵ à Pasquier Quesnel⁶. Il reste cependant difficile de prendre la mesure de la congrégation dans son ensemble, et depuis la thèse du cardinal Perraud en 1866⁷, aucun travail original ne s'est efforcé de saisir avec précision les rythmes qui ont marqué la vie biséculaire de la congrégation. Cet étrange silence tient au moins à deux raisons : la coupure institutionnelle du travail historique qui, dans notre pays, sépare l'histoire des idées et de la spiritualité de l'histoire sociale ; l'énormité des archives laissées par l'Oratoire et versées au moment de la Révolution aux Archives Nationales : l'ensemble des catalogues d'entrée comme des répertoires du personnel subsiste, mais leur masse même a de quoi effrayer et décourager le chercheur isolé.

Car aucun catalogue conservé ne recense l'ensemble des membres

1. Il convient de se reporter aux travaux fondamentaux de Jean Dagens, Paul Cochois, Jean Orcibal, Louis Cognet et Michel Dupuy.

2. F. FERRIER, *La pensée philosophique du Père Guillaume Gibieuf (1583-1650)*, thèse présentée devant l'Université de Paris IV, Atelier de reproduction des thèses de Lille III, 1976, 2 vol.

3. P. CLAIR, *Louis Thomassin (1619-1695), étude bio-bibliographique*, Paris, 1964.

4. F. GIRBAL, *Bernard Lamy (1640-1715), étude biographique et bibliographique*, Paris, 1964.

5. J. STEINMANN, *Richard Simon et les origines de l'exégèse biblique*, Paris, 1960 ; P. AUVRAY, *Richard Simon (1638-1712), étude bio-bibliographique*, Paris, 1974.

6. J.-A.-G. TANS, *Pasquier Quesnel et les Pays-Bas*, Groningue-Paris, 1960 ; J.-A.-G. TANS et H. SCHMITZ DU MOULIN, *Pasquier Quesnel devant la Congrégation de l'Index. Correspondance avec Francesco Barberini et mémoires sur la mise à l'Index de son édition des œuvres de Saint Léon*, La Haye, 1974.

7. A. PERRAUD, *L'Oratoire de France aux XVII^e et XIX^e siècles*, Paris, 1866 ; les livres de M. LEHERPEUR, *L'Oratoire de France*, Paris, 1926, et de A. GEORGE, *L'Oratoire*, Paris, 1928, n'ont pas de prétention scientifique. Passons sous silence celui de M^{me} Hedwige de Polignac, Paris, 1968, auquel l'abbé Cognet a consacré ici même (*R.H.E.F.*, t. LV, 1969, p. 389) quelques lignes justement vengeresses, auxquelles nous renvoyons le lecteur.

CARTES n° 1 et 2.
L'évolution des implantations de l'Oratoire de 1630 à 1790.

1 LES MAISONS DE L'ORATOIRE EN 1630

2 CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS 1631-1700

CARTES n° 3 et 4.
L'évolution des implantations de l'Oratoire de 1630 à 1790.

légende de la carte 2

3 CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS 1701-1790

légende de la carte 1

4 LES MAISONS DE L'ORATOIRE EN 1790

ou des cures, cependant que l'on compte déjà dix-sept collèges, quatre séminaires, et quatre maisons d'institution ou d'études. C'est dire que si la vocation enseignante de l'Oratoire s'affirme, l'essentiel des forces, conformément à la volonté du fondateur, se répartit à travers des maisons destinées, par l'exemplarité et le rayonnement des membres qui les composent, à répandre l'éminente dignité du sacerdoce. On notera l'importance de l'implantation provençale qui naît de l'union à l'Oratoire bérullien de l'Oratoire philippin du Père Romillon, union négociée dès 1613 et réalisée en 1619¹⁶.

Deux phénomènes essentiels modifient la configuration de la carte oratorienne au cours du xvii^e siècle (carte n° 2) : si l'acceptation de nouvelles résidences se poursuit (une vingtaine entre 1631 et 1650), nombre d'anciennes — et même de nouvelles — sont abandonnées après quelques années seulement d'exercice ; l'expérience a montré qu'elles étaient peu rentées ou qu'elles s'inséraient mal dans la politique générale d'implantations de la congrégation : c'est ainsi qu'on enregistre vingt-cinq abandons de résidences entre 1631 et 1660 (contre deux abandons de collèges seulement : Péronne en 1640 et Bourg-Saint-Andéol en 1659). D'autre part les Oratoriens se voient, à partir des années 1660, confier par certains évêques la direction de leurs séminaires diocésains : entre 1661 et 1690 ils acceptent de prendre la direction d'une quinzaine d'établissements. Cette prise en charge des séminaires se situe dans le droit fil du dessein initial de Bérulle : constituer une société de prêtres mise au service des évêques et destinée à l'institution des prêtres. Onze collèges nouveaux (si l'on inclut Bavay et Thuin au pays wallon) ont été acceptés entre 1631 et 1700 : ce chiffre relativement faible ne laisse rien paraître des offres très nombreuses dont la congrégation a été l'objet, en particulier dans les années 1675-1690 : mais la suspicion qui pèse sur l'Oratoire en raison de ses amitiés jansénistes, comme la politique du pouvoir hostile au développement des collèges, poussent le Conseil à refuser systématiquement les sollicitations, « les temps n'étant pas propices »¹⁷.

Dans cette expansion de la congrégation au xvii^e siècle, nous n'avons garde d'oublier le rôle particulier joué par l'Oratoire des Flandres. On sait que dès 1622 Jansénius avait souhaité, dans une perspective de réunification des Pays-Bas, la venue d'Oratoriens français pour établir sous l'autorité épiscopale un séminaire destiné à la reconquête de l'Église hollandaise¹⁸. En 1626, conformément aux vœux de l'archevêque de Malines Jacques Boonen et de son vicaire général Calenus, l'archiduchesse Isabelle-Claire-Eugénie autorise une fondation des

16. Sur cette union, cf. BÉRULLE, *Correspondance*, éd. J. Dagens, Paris-Louvain, 1937, 3 tomes, qui édite les lettres contenues dans le carton M 228 B des Archives Nationales.

17. C'est la réponse ordinairement faite dans les années 1680-1690, cf. Arch. Nat. MM 583.

18. Cf. dans la correspondance de BÉRULLE éditée par J. Dagens, la lettre de Jansénius à Saint-Cyran du 1^{er} juillet 1622, t. II, p. 288-289.

Père de l'Oratoire de France qui s'installent à Louvain. Sous l'impulsion du Père Bourgoing dépêché par Bérulle en Flandres et de son successeur, le Père Querré, l'Oratoire belge se développe rapidement. En 1649 se produisit une scission au sein de ce dernier : les maisons de la province ecclésiastique de Malines s'érigèrent en un groupement distinct et élirent un *praepositus* de l'Oratoire des Flandres, indépendant du supérieur général de France. A l'inverse, les maisons wallonnes demandèrent au Père Bourgoing de dépendre de l'Oratoire de France et, rassemblées à Mons (devenu leur noyau central) le 20 juin 1650, se choisirent un supérieur, vicaire du général de la congrégation de France ; à partir de l'assemblée de 1663, et jusqu'à celle de 1782 incluse, les maisons wallonnes figurent régulièrement sur la circulaire indiquant l'ordre des députations pour les assemblées générales¹⁹.

Au XVIII^e siècle (carte n° 3), la congrégation est vivement affectée par les controverses idéologiques du siècle : les évêques lui retirent la direction des séminaires en raison du jansénisme de la congrégation (entre 1709 et 1743, huit établissements lui sont ainsi enlevés). En revanche, après l'expulsion des Jésuites, l'Oratoire reprend sept de leurs anciens collèges et sa fonction d'enseignement s'en trouve renforcée d'autant. La carte de 1789 manifeste donc le rôle joué par la congrégation dans ce domaine : trente collèges, cinq séminaires, quatre maisons d'institution et deux maisons d'études, face à quarante cures ou résidences. La physionomie d'ensemble de la congrégation s'est donc profondément modifiée, ce qu'atteste avec plus de netteté encore la répartition des effectifs, puisque plus de la moitié des Oratoriens travaille alors dans les collèges.

L'évolution des entrées.

Les règles d'entrée dans l'Oratoire ne se sont fixées que peu à peu. On sait que le cardinal de Bérulle n'a laissé aucune Constitution à la congrégation qu'il fondait²⁰. Mais des « usages » qu'il a laissés et de sa manière d'agir dans la réception des Pères et confrères se dégagent des règles que les assemblées successives précisent. Comme l'affirme la quatrième session de la première assemblée, en 1631, « son état est purement ecclésiastique et elle doit demeurer dans l'institution de prêtrise comme Notre Seigneur l'a donnée à son Église sans addition

19. Cf. E. JACQUES, *Les années d'exil d'Antoine Arnauld*, Louvain, 1976, p. 66-68. Ajoutons qu'un Oratoire est fondé à Cologne en 1646 grâce aux libéralités d'un chanoine. La maison comporte un canonikat et la cure de Saint-Jean-l'Évangéliste. Elle est définitivement rattachée à l'Oratoire de Paris en même temps que celles des pays wallons. La dernière députation de la maison de Cologne aux assemblées générales date de 1736. Louis XIV avait sondé, lors de la guerre de Hollande, les magistrats de Deventer et d'Utrecht pour fonder dans ces deux villes des collèges oratoriens. L'un des auteurs de cet article, Willem Frijhoff, prépare une étude consacrée à l'Oratoire des Pays-Bas.

20. Cf. à ce sujet M. DUPUY, *Bérulle et le sacerdoce*, Paris, 1969.

ni diminution de sorte qu'en quelque temps que ce soit les sujets ne pourront être obligés à aucuns vœux ni solennels ni simples »²¹. Institution sacerdotale par excellence, l'Oratoire ne reçoit donc à l'origine que des prêtres ou des aspirants à la prêtrise.

Jusqu'en 1615, la maison de Paris a reçu tous les sujets qui se présentaient, mais à partir de cette date l'afflux des recrues oblige à les recevoir dans d'autres maisons : Lyon (où l'institution est créée en 1617), Aix-en-Provence (où l'institution s'établit dès l'union de 1619), mais aussi Dieppe, La Rochelle, Orléans, Notre-Dame-des-Grâces en Forez. Si Bérulle garde la haute main sur la réception des sujets, il délègue souvent, comme l'atteste sa correspondance, son pouvoir en raison des multiples occupations dont il est chargé, tout particulièrement à son collaborateur le plus proche, Guillaume Gibieuf, supérieur de Saint-Honoré²². Cette situation quelque peu désordonnée des premiers temps de la congrégation inquiète le fondateur lui-même qui, dans une circulaire de 1625, reproche à certains supérieurs de « renvoyer ceux-là mêmes qui leur sont envoyés », et les invite à envoyer à Paris un « mémoire qui contienne les noms, temps, âges, pays et capacités et fonctions de tous ceux qui y sont »²³. En délibérant sur le sujet des entrées, l'assemblée de 1634 exhorte le Père général « à y vaquer avec zèle et à y appliquer, outre les Assistants, les Pères à qui Dieu donnera plus d'onction et de discernement. Et pour les lieux éloignés comme sont nos collèges où plusieurs pourront être inspirés de Dieu d'entrer en sa famille, il recherchera le sentiment non seulement des supérieurs mais aussi des Pères qu'il jugera disposés à lui en donner un bon avis »²⁴. Deux autres examens sont prévus au cours de la première année d'entrée dans l'une quelconque des maisons, l'un au bout de trois mois, où l'on examinera la « vocation et disposition » des postulants, l'autre à la fin de l'année, « pendant la retraite qu'ils seront obligés de faire pour se confirmer en leur vocation et en l'esprit de la congrégation ». A la fin de chacune des deux années suivantes, les nouveaux confrères ou Pères sont soumis à l'examen du supérieur et des anciens de leur maison de résidence qui envoient leur jugement au Père général ; l'incorporation définitive dans l'Oratoire n'a lieu qu'au bout de trois ans et trois mois après leur réception, « qui est environ le temps que les disciples du Fils de Dieu furent confirmés en grâce et unis inséparablement à sa famille ». La même assemblée précise que le défaut de biens temporels ne peut constituer une clause d'élimination, dès lors qu'il s'agit de sujets jugés capables de servir la congrégation, et remet à la discrétion du Père général le soin de la décision définitive.

Les registres de délibérations du Conseil de l'Oratoire permettent

21. Arch. Nat. M 217.

22. Cf. F. FERRIER, *op. cit.*, et la correspondance de Bérulle, *passim*.

23. BÉRULLE, *op. cit.*, t. III, p. 38-39.

24. Actes de l'assemblée de 1634, session XVIII, 19 septembre, Arch. Nat. M 217.

de suivre concrètement l'application de ces règles²⁵. La plupart du temps, un Père recommande au général ou à ses assistants tel ou tel impétrant²⁶. Le Conseil délègue alors au supérieur de la maison et aux Pères qui sont sur les lieux le soin de faire un rapport sur le postulant et, au vu du rapport, décide de le refuser ou de l'agréer en indiquant la maison d'institution où il doit se rendre, Paris ou Lyon. En raison de la distance qui sépare Paris de la Provence, cette province conserve une autonomie de décision, déléguée dans les années 1640-1650 au Père Gérard Estienne, supérieur de la maison de Marseille et premier assistant, qui reçoit tout pouvoir pour recevoir les postulants de cette région et les faire admettre à l'institution d'Aix. A Paris même, ce sont les assistants et le général qui examinent les sujets, non seulement à leur entrée mais aussi très régulièrement pendant leur année d'institution. Au fur et à mesure que les ordres du Père général précisent les conditions d'entrée, il semble bien que l'entrée dans des maisons autres que les trois maisons d'institution reconnues (Paris, Lyon, Aix-en-Provence) sans aucun passage, si réduit fût-il, par ces dernières se fasse plus rare. En témoigne l'ordre donné par Bourgoing à propos de ceux qui entrèrent à Notre-Dame-de-Grâces en Provence, le 29 mai 1646 : les candidats non prêtres jugés capables d'entrer seront envoyés à l'institution d'Aix pour un an ; quant aux candidats prêtres, ils devront s'y rendre et y demeurer au moins quelques mois²⁷. Si donc jusqu'en 1650 les catalogues conservés ne nous donnent certainement pas l'ensemble des postulants entrés momentanément dans l'Oratoire, nous avons de sérieuses raisons de penser que les entrées extérieures se réduisent considérablement à partir de cette date.

La fondation en 1650 et la construction en 1655 d'une maison d'institution à Paris²⁸ distincte de la maison Saint-Honoré et du séminaire Saint-Magloire sont l'occasion de préciser les règles d'entrée antérieures : la neuvième assemblée de 1658 approuve à cet effet un mémoire présenté par le fondateur de l'institution M. Pinette, trésorier général des maisons et finances du duc d'Orléans. Si les règles relatives à l'examen et à la réception des postulants ne varient guère, le statut adopté prend cependant soin de noter « qu'ils ne seront point reçus à la première et seconde vue, mais après avoir donné quelques marques de vocation et témoigné quelques signes de persévérance ». Surtout une condition d'âge est fixée pour la première fois : « qu'on recevra peu d'enfants

25. Notamment les minutes des délibérations du Conseil rédigées par le Père Thiersault, secrétaire de la congrégation pour la période 1634-1648, Arch. Nat. M 228 B. Cf. aussi les examens des confrères de l'Institution de Paris pour la période 1644-1662, *ibid.*, M 230.

26. Cf. B.N. Ms fr. 20112, f° 184, 186, 188, 191, 195, où l'on peut lire des lettres d'Oratoriens adressées au Père général en faveur de jeunes gens désireux d'entrer, lettres toutes datées de 1703.

27. Arch. Nat. M 235. Cf. aussi l'ordre du 26 juillet 1644, Arch. Nat. M 228 B.

28. Cf. G. Servois, « Notes sur les fondateurs de l'Institution de l'Oratoire au faubourg Saint-Michel », *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 41^e année, 1914, p. 81-97.

— Entrées et professions dans quatre congrégations aux XVII^e et XVIII^e siècles :
 de Saint-Maur, chanoines réguliers de Sainte-Genève, Oratoire et Mission.

au-dessous de 17 ans, peu de vieillards et très peu de personnes au-dessus de 30 ans qui auront vécu dans la corruption du siècle »²⁹. Enfin il est demandé aux aspirants de posséder un titre clérical requis pour l'ordination au sous-diaconat.

Il a paru nécessaire de rappeler ces différents statuts avant d'aborder l'analyse de la courbe générale des entrées dans l'Oratoire (graphique n° 1). Cette courbe dessine le mouvement global des admissions aussi bien dans les trois maisons d'institution que dans les autres maisons (lorsque celles-ci sont connues) d'après les catalogues. Il a paru utile, pour l'interpréter correctement, de la confronter aux courbes d'entrées dans d'autres congrégations : Bénédictins — profès et commis stabilisés — de Saint-Maur³⁰, chanoines réguliers de Sainte-Geneviève³¹, prêtres de la congrégation de la Mission³². Deux de celles-ci sont issues de la réformée d'anciens ordres religieux opérée dans la première moitié du xvii^e siècle ; la troisième, fondée par saint Vincent de Paul, est, tout comme l'Oratoire, une société de prêtres séculiers, mais ceux-ci émettent depuis 1655 des vœux simples. Qu'ils soient réguliers ou séculiers, qu'ils prononcent des vœux solennels ou simples, les membres de ces trois congrégations sont dans leur quasi-totalité des prêtres. Précisons enfin que nous avons utilisé une moyenne mobile de neuf termes pour éliminer les accidents particuliers de telle ou telle année d'entrée et employé l'échelle logarithmique afin de rendre les mouvements comparables entre eux.

Plusieurs leçons se dégagent des courbes présentées. Tout d'abord, on observe que deux congrégations présentent un profil rigoureusement parallèle, sauf au cours de la période 1730-1750 : Génovéfains

29. Actes de la neuvième assemblée, 22^e session, 27 septembre 1658, Arch. Nat. M 217.

30. D'après Y. CHAUSSY, *Matricula monachorum professorum Congregationis S. Mauri in Gallia Ordinis Sancti Patris Benedicti ab initio eiusdem Congregationis usque ad annum 1789*, Paris, 1959. Sur le recrutement de la congrégation de Saint-Maur, cf. D. JULIA et L. DONNAT, « Le recrutement d'une congrégation monastique à l'époque moderne : les bénédictins de Saint-Maur. Esquisse d'histoire quantitative », *Saint-Thierry, une abbaye du VI^e au XX^e siècle*, Saint-Thierry, 1979, p. 565-594.

31. D'après les manuscrits 2971, 1843 et 685 de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Le manuscrit 2971 a été commencé en 1653 et donne les noms de ceux qui étaient encore dans la congrégation à cette date par année de profession ; il n'est donc pas complet pour la période antérieure à 1653 mais se poursuit jusqu'en 1756 ; le manuscrit 1843 fournit aux folios 49-53 les professions des années 1757-1759 ; le manuscrit 685 commencé vers 1760 donne le catalogue des réceptions de 1704 à 1789 ; nous l'avons utilisé pour la période 1760-1789.

32. D'après F. CONTASSOT, *Catalogue des missionnaires français de la Congrégation de la Mission avant la Révolution d'après leurs diocèses d'origine*, Paris, 1958, exemplaire dactylographié conservé aux Archives de la Congrégation de la Mission. Ce catalogue corrige celui publié par P. COSTE en 1911 dans le *Supplément aux Annales de la Mission* d'après les registres des Archives Nationales MM 519 A et MM 519 B. Nous aurions aimé pouvoir comparer la courbe des entrées à l'Oratoire avec celle des professions chez les Doctrinaires. La méthode de calcul adoptée par J. DE VIGUERIE, *Une œuvre d'éducation sous l'Ancien Régime. Les Pères de la doctrine chrétienne en France et en Italie 1592-1792*, Paris, 1976, p. 179-190 ne nous l'a pas permis.

et Bénédictins. Même montée de 1640 à 1670 pour les seconds, de 1650 à 1670 pour les premiers (précédée pour ceux-là d'une première ascension de 1625 à 1640) qui correspond à la prise en charge de nouvelles abbayes ou de prieurés et traduit le dynamisme de la Réforme catholique. Faible amplitude des mouvements, quasi-stabilité jusqu'en 1750 pour les Bénédictins, jusqu'en 1730 seulement pour les Génovéfains, qui semble indiquer une période de maturité où professions et décès tendent à s'équilibrer. Baisse violente des années 1750 aux années 1770 dans les deux congrégations, suivie d'une légère remontée dans les quinze années qui précèdent la Révolution. Le profil de ce *trend* pour la seconde moitié du XVIII^e siècle s'apparente nettement à celui qui est établi pour les ordinations de prêtres séculiers, et le mouvement de baisse qui affecte les professions des Génovéfains et des Bénédictins manifeste une identique désaffection vis-à-vis de l'état sacerdotal, de la part de couches sociales en général plus élevées que celles qui envoyaient leurs enfants dans le clergé séculier³³. Face à cette évolution, la courbe des Oratoriens présente des caractéristiques originales : elle est tout d'abord celle qui présente la plus faible amplitude dans les mouvements qui l'animent. La montée des années 1630-1645 est aisément explicable par l'expansion d'une congrégation encore jeune. La stabilité du recrutement entre 1650 et 1715 apparente la courbe à celle de ses deux voisines et l'on notera que la prise en charge d'une quinzaine de séminaires par la congrégation dans les années 1660-1690 ne semble pas avoir retenti outre mesure sur son recrutement. La baisse des années 1700-1710 étant commune aux quatre courbes, on est en droit de se demander si les facteurs qui rendent compte de cette chute ne sont pas d'ordre extra-religieux, et si les années difficiles de la fin du règne de Louis XIV n'ont pas pu jouer sur le niveau des entrées. Il faudrait ici pouvoir comparer avec les ordinations séculières. En revanche, à partir de 1715, la courbe des entrées à l'Oratoire manifeste sa spécificité : d'une part elle enregistre une chute sévère et demeure aux alentours d'une trentaine d'entrées jusqu'en 1747 contre une cinquantaine vers 1715. Mais à partir de cette date elle connaît une progression régulière jusqu'à atteindre les scores les plus élevés de toutes les courbes à la fin du siècle : elle dépasse donc les Génovéfains dès les années 1750 et les Bénédictins une dizaine d'années plus tard. Il est évident que la chute des années 1715-1750 est l'écho direct des querelles idéologiques du siècle : le jansénisme militant proclamé par une proportion importante d'Oratoriens au cours de leurs appels et réappels contre la bulle *Unigenitus* a rendu la congrégation suspecte au pouvoir qui la maintient dans un régime de liberté très

33. Cf. T. TACKETT, « L'histoire sociale du clergé diocésain dans la France du XVIII^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXVI, 1979, p. 198-234 ; pour l'évolution des Génovéfains et des Bénédictins à la fin du XVIII^e siècle, B. PLONGERON, *Les réguliers de Paris devant le serment constitutionnel*, Paris, 1964, p. 69-72, 96-116, 150-170.

surveillée, comme en témoigne le déroulement de ses assemblées générales jusqu'en 1749. La persécution systématique dont l'Oratoire est l'objet, l'impossibilité où se trouvent ses membres de parvenir au sacerdoce par défaut d'évêques acceptant de les ordonner s'ils ne signent un acte d'adhésion à la bulle entraînent donc une baisse aisément compréhensible du recrutement, et l'on peut penser que la chute qui affecte dans les années 1730-1745 les professions génovéfaines ressortit au même chef d'explication. On notera en revanche qu'au plus fort de la crise janséniste, dans les années 1725-1730, les Lazaristes connaissent une poussée sensible de leur recrutement, qui ne correspond pas à une expansion parallèle des établissements (à l'inverse de la période 1670-1685 où la montée des entrées lazarisistes coïncide avec la prise en charge de séminaires)³⁴. Ce ressaut serait-il d'ordre idéologique ? Il serait hasardeux de l'affirmer péremptoirement, mais l'on sait que la congrégation de la Mission est demeurée dans sa presque totalité extérieure sinon hostile au mouvement janséniste. Reste alors à rendre compte de la poussée du recrutement oratorien à la fin du siècle : l'interprétation ne peut en être faite à la seule lecture des courbes et il convient d'analyser les modifications de structure intervenues au sein de la congrégation elle-même.

TABLEAU 1. — *Distribution des entrées à l'Oratoire de France selon les maisons d'institution, 1630-1789.*

Décennie	Paris		Lyon		Aix		ailleurs		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	
1630-39	109	56,2	—	—	71	36,6	14	7,2	194
1640-49	253	67,8	42	11,3	74	19,8	4	1,1	373
1650-59	250	59,9	82	19,7	82	19,7	3	0,7	417
1660-69	217	55,9	84	21,7	84	21,7	3	0,7	388
1670-79	268	58,3	91	19,8	81	17,6	20	4,3	460
1680-89	276	63,2	74	16,9	87	19,9	—	—	437
1690-99	268	61,3	71	16,3	97	22,2	1	0,2	437
1700-09	268	58,8	100	21,9	88	19,3	—	—	456
1710-19	316	62,0	86	16,8	107	21,0	1	0,2	510
1720-29	218	71,3	35	11,4	48	15,7	5	1,6	306
1730-39	243	72,1	32	9,5	52	15,4	10	3,0	337
1740-49	260	79,5	15	4,6	50	15,3	2	0,6	327
1750-59	331	71,4	47	10,1	78	16,8	8	1,7	464
1760-69	246	53,3	97	21,0	105	22,7	14	3,0	462
1770-79	262	54,3	98	20,3	122	25,2	1	0,2	483
1780-89	306	53,5	111	19,4	144	25,2	11	1,9	572

34. Les Lazaristes acceptent 29 établissements nouveaux entre 1671 et 1692, contre 8 seulement entre 1712 et 1727.

En examinant maintenant la distribution des entrées à l'Oratoire selon les trois maisons d'institution (tableau n° 1) par décennies, on se bornera seulement à quelques remarques générales. Les résultats obtenus pour la période 1630-1639 sont manifestement incomplets et des recherches ultérieures préciseront la part de l'institution de Lyon dans le recrutement tout comme celle des entrées faites « ailleurs », sans aucun doute sous-estimées. Ajoutons que si ces dernières se sont poursuivies au-delà des années 1650, elles sont désormais vraisemblablement quantité négligeable : une cinquantaine de fiches nominales seulement n'ont pu être insérées dans ce comptage global en raison des incertitudes qu'elles présentaient (date et lieu d'entrée non connus, patronymes précédés de particules laissant supposer des noms doubles), soit un pourcentage extrêmement réduit. A partir de 1650 et jusqu'en 1710, les proportions qui s'établissent entre les trois maisons d'institution connaissent une remarquable stabilité, Paris oscillant autour de 60 % du recrutement, Aix et Lyon entre 16 et 22 % chacune ³⁵. La crise janséniste modifie considérablement ces rapports puisque, dans la baisse globale qui affecte les entrées, Paris résiste mieux jusqu'en 1750, en maintenant son niveau d'entrée à 70 ou 80 % de ce qu'il était en 1710-1719, alors que le recrutement d'Aix n'est qu'à 50 %, et que celui de Lyon s'effondre dans la décennie 1740-1749. On comprend dès lors que Paris puisse s'adjuger jusqu'à 80 % des entrées de la congrégation. Une fois la crise et le « boom » consécutif à l'acceptation de la bulle *Unigenitus* par la congrégation passés (la croissance des années 1750-1759 par rapport aux années 1740-1749 est de 42 % !), les rapports entre les trois maisons se stabilisent à nouveau, Paris recueillant un peu plus de la moitié des entrées, Lyon retrouvant son niveau antérieur avec 20 %, cependant qu'Aix, qui reçoit les novices de toute la Provence, s'octroie le quart des réceptions. Observons enfin ce que la courbe nous donnait déjà à voir : les chiffres des deux dernières décennies du siècle conduisent la congrégation à des sommets qu'elle n'avait pas connus même dans la décennie faste de 1710-1719 ³⁶.

35. Si, dès l'origine, l'institution d'Aix reçoit l'ensemble des Oratoriens provençaux, la concurrence est restée vive entre Paris et Lyon pendant longtemps, comme en témoigne un statut de la 20^e assemblée, neuvième session, 20 septembre 1690, qui interdit aux maisons voisines de Lyon d'adresser à Paris les sujets qui se présentent pour entrer et donne un territoire défini à l'institution lyonnaise, en prescrivant que « tous les sujets qui se trouveraient dans le second département seraient envoyés à l'avenir dans ladite institution et non ailleurs et l'on a recommandé la même chose pour le troisième département à l'égard de l'institution d'Aix ». Les circonscriptions d'entrée tendent donc à coïncider avec les territoires dévolus aux visiteurs — Arch. Nat. M 217. Précisons ici que dans le tableau et le graphique n° 1 le nombre total des entrées est très légèrement supérieur au nombre total des Oratoriens, certains Pères ou confrères étant entrés à deux reprises soit dans la même institution, soit le plus souvent dans deux institutions différentes. En revanche, la plupart des membres réintégrés dans la congrégation après un temps d'absence ne sont passés qu'une seule fois à l'institution.

36. A noter que l'institution fondée à Toulouse en 1782 (Actes de la cinquante-et-unième assemblée, seconde et cinquième session, 14 et 18 septembre 1782, Arch. Nat. M 217 ; délibération du Conseil de l'Oratoire du 26 mai 1783, *ibid.*, MM 592,

D'une congrégation de prêtres à un corps enseignant.

L'analyse des âges à l'entrée dans la congrégation permet de saisir une évolution nette (tableau n° 2). En effet, l'âge moyen ne cesse de baisser entre le début du xvii^e siècle et la fin du xviii^e siècle, passant de plus de 23 ans à moins de 20 ans. Surtout, les entrées tardives disparaissent au fur et à mesure que l'on avance dans le xviii^e siècle : encore nombreuses à Paris dans la période 1630-1679 puisque près de 16 % des postulants y entrent alors à plus de 30 ans, ce chiffre tombe à moins de 5 % dans la période 1680-1759 et à 3 % entre 1760 et 1789 pour l'ensemble de la congrégation. En éliminant du comptage ces postulants âgés de plus de 30 ans, la moyenne d'âge baisse de deux ans en un siècle et demi. Les jeunes Oratoriens provençaux sont toujours plus jeunes que leurs confrères parisiens. Dans les trois institutions, la coupure des années 1760 est franche, attestant un âge d'entrée inférieur en moyenne d'un an par rapport à la décennie précédente.

TABLEAU 2. — Age à l'entrée dans l'Oratoire.

I. — Total des entrées dont l'âge est connu	1630-1679		1680-1759		1760-1789	
	Nombre	Age moyen	Nombre	Age moyen	Nombre	Age moyen
Paris	1.022	24,0	2.158	21,1	812	19,8
Lyon	—	—	402	21,3	295	20,2
Aix	365	21,1	572	20,0	360	19,0
Total	1.387	23,3	3.132	20,9	1.467	19,7
II. — Total des entrées à un âge inférieur à 30 ans						
Paris	864	21,7	2.045	20,3	796	19,6
Lyon	—	—	385	20,4	276	19,0
Aix	345	20,1	559	19,7	351	18,5
Total	1.209	21,2	2.989	20,2	1.423	19,2

Ce rajeunissement progressif est à mettre en relation avec le changement de situation canonique des entrants. Un sondage opéré sur les lettres A et B du fichier des Oratoriens, soit *grosso modo* un sixième de la congrégation, montre que 19 % des postulants sont prêtres dans

p. 259) ne semble pas avoir accueilli plus d'une dizaine de confrères. Les entrées à l'institution de Toulouse sont inscrites dans le catalogue MM 616.

GRAPHIQUE n° 2. — *Les effectifs des prêtres à l'Oratoire de France (1641-1788).*

les années 1630-1649, 12,8 % seulement pendant les vingt années suivantes, 8,3 % entre 1670 et la fin du siècle. A partir de 1700 et jusqu'en 1740 les entrées de prêtres se situent aux alentours de 3,4 %, remontent légèrement entre 1740 et 1770 (8,3 %), pour devenir quasiment nulles dans les deux dernières décennies (1 % environ). Si l'on se tourne au contraire vers les entrants non tonsurés, ils ne représentent que 16 % environ entre 1630 et 1660, ils sont déjà aux alentours de 40 % entre 1670 et 1700, avoisinent la moitié entre 1700 et 1750 et atteignent 59 % dans les quarante dernières années du siècle. La congrégation, qui recevait majoritairement des jeunes *clercs* au *xvii^e* siècle, accueille désormais massivement de jeunes *laïcs*.

Cette mutation de structure se lit encore dans la courbe des effectifs des prêtres de la congrégation que l'on peut établir à partir des ordres envoyés pour les députations aux assemblées générales (graphique n° 2). D'après les statuts de la première assemblée de 1631 qui fixa les règles à cet égard, il fallait, pour avoir « voix active » dans les « députations » régionales qui élisaient les députés à l'assemblée générale, être prêtre et avoir au moins trois ans et trois mois de réception en la congrégation — délai qui correspond à l'admission définitive dans l'Oratoire³⁷. Les ordres envoyés pour les députations aux assemblées générales établissent maison par maison la liste des Pères ayant droit de vote³⁸. Les assemblées ayant lieu tous les trois ans — sauf cas d'élection d'un supérieur général qui devait se faire dans les quatre mois suivant le décès du précédent —, la liste des prêtres ainsi fournie donne l'image exacte des membres de la congrégation ayant atteint le sacerdoce. Même si au plus fort de la querelle janséniste certains noms ont été volontairement omis³⁹, il n'est pas douteux que le *trend* ainsi repéré reproduit fidèlement la courbe des prêtres de la congrégation. Si l'on ne tient pas compte des Oratoriens des pays wallons (qui ont une députation élue de 1663 à 1782), les effectifs sacerdotaux avoisinent 480 personnes de 1660 à 1680, connaissent une montée ininterrompue de cette dernière date à 1714 où ils atteignent le chiffre de 650 pour redescendre par paliers successifs jusqu'en 1746, puis très violemment jusqu'à l'assemblée de 1755 où l'on compte seulement 319 prêtres, soit moins de la moitié des effectifs dénombrés quarante années auparavant. Dès lors les effectifs se stabilisent jusqu'à la Révolution aux alentours de 300 pères oratoriens. On imagine bien ce que la chute de la première moitié du *xviii^e* siècle doit au conflit janséniste, à l'impossibilité pour les confrères appelants de se faire ordonner par des évêques qui exigent leur rétractation, mais

37. Actes de la première assemblée, sixième session, 6 août 1631, Arch. Nat. M 217.

38. Arch. Nat. M 218.

39. Les états des années 1732 à 1739 contenus dans le carton M 228 B portent devant quelques noms la mention « rayé de la liste » ou « omis de la liste à dessein ». Les *Nouvelles Ecclésiastiques* du 6 novembre 1732 protestent contre ces retranchements abusifs.

aussi à la volonté de certains d'entre eux de ne jamais accéder à la prêtrise, imitant l'exemple d'humilité du diacre Pâris. On trouve l'écho de ce drame dans les protestations adressées par les Pères appelants lors de l'assemblée de 1746 où le roi avait exigé que seuls fussent élus députés des Pères acceptant de signer purement et simplement le formulaire d'Alexandre VII et leur déclaration de soumission à la Constitution *Unigenitus* :

Par l'exaction pure et simple du formulaire, l'entrée aux saints ordres est fermée à une multitude de nos confrères les plus estimables parce qu'ils n'ont pu se résoudre à *renoncer à la grâce de Dieu et aux promesses de l'Évangile*... Quelle douleur pour nous et quelle perte pour l'Église de voir tant d'excellents sujets hors d'état de remplir les places auxquelles leurs talents semblaient les destiner ⁴⁰.

Au-delà de 1750, la hausse des entrées est en parfaite opposition avec la stabilité du chiffre des Pères à un niveau très bas : la congrégation change de nature. Ce que confirme le rapport entre Pères et confrères que l'on peut établir en 1729 et dans la décennie précédant la Révolution. En 1729, la congrégation compte 907 membres ⁴¹ : mais ceux-ci se répartissent entre 604 pères et 303 confrères, soit deux tiers de prêtres pour un tiers de confrères. En 1782-1783 ⁴², première date où nous rencontrons un état complet de la congrégation, il y a 736 Oratoriens (sans compter les frères) mais on dénombre 438 confrères (59 %) pour seulement 298 prêtres (41 %) : le rapport s'est cette fois inversé en faveur des confrères et reste à peu près identique en 1790 ⁴³. L'idéal sacerdotal de Bérulle a cessé d'être au cœur de l'Oratoire.

La comparaison des pyramides d'âges des Oratoriens en 1729 et 1790 permet de prendre mesure du processus (graphique n° 3). En 1729, la distribution des âges des prêtres atteste un vieillissement certain du corps oratorien puisque la majorité d'entre eux se situe entre 40 et 59 ans (54 %). La faible proportion de prêtres de 25 à 39 ans (21,9 % seulement) manifeste la sévérité du contrôle idéologique exercé par les évêques sur les ordinations : c'est d'ailleurs dans cette même tranche d'âge que se situe la majorité des confrères (53,8 %), dont beaucoup aspirent vraisemblablement à l'ordination. Les confrères dépassant 45 ans et restés dans la congrégation sans être ordonnés sont l'except-

40. Arch. Nat. M 218.

41. Arch. Nat. M 228 B, pièce 32, Catalogue des membres de la congrégation pour l'année 1729. Il convient d'ajouter à ce chiffre les 187 frères servants qui sont l'équivalent des convers des ordres monastiques ou des coadjuteurs temporels des Jésuites, ce qui porte l'effectif global de la congrégation à près de 1.100 membres.

42. D'après le registre de délibérations du Conseil de l'Oratoire, Arch. Nat. MM 592, à la date du 23 décembre 1782. Le chiffre global des prêtres a été obtenu en tenant compte du nombre des Pères mentionnés dans l'ordre pour les députations de l'Assemblée générale de la même année, Arch. Nat. M 218.

43. D'après l'état de la congrégation au 1^{er} janvier 1790 établi à la demande du Comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, Arch. Nat. M 226 : il y a alors 832 membres de l'Oratoire, dont 295 Pères et 417 confrères.

GRAPHIQUE n° 3. — *Pyramides des âges des Oratoriens en 1729 et en 1790 :
Collèges, Séminaires, Maisons d'institution, Maisons d'étude.*

tion, ils sont quasi tous appelants et réappelants. En 1790, les prêtres (deux fois moins nombreux rappelons-le...) sont nettement plus jeunes puisqu'un tiers d'entre eux a moins de 40 ans. Si les confrères de 15 à 24 ans sont, en proportion, aussi nombreux qu'en 1729 (38 %), en revanche ceux qui sont âgés de plus de 40 ans sont beaucoup moins rares (de 22 qu'ils étaient en 1729, ils sont 71 et ils doublent leur score de présence en pourcentage). Deux images contrastées de l'Oratoire s'offrent donc à nos yeux : d'un côté un corps encore majoritairement sacerdotal — mais en voie de vieillissement —, de l'autre une structure où la prépondérance laïque s'affirme, où une « carrière » de confrère à l'intérieur de la congrégation n'est plus exceptionnelle, même si le corps des prêtres s'est sensiblement rajeuni.

TABLEAU 3. — *Répartition des emplois dans la congrégation en 1782-1783.*

	Collèges	Séminaires	Maisons d'institution	Maisons d'étude	Résidences et cures	Dans leurs bénéfices	Total
Pères	92	18	15	5	104	64 *	298
Confrères	324		2	3	36		365
Confrères Étudiants			55	18			73
Total	416	18	72	26	140	64	736

* Chiffre extrapolé par différence entre le nombre des Pères convoqués à l'assemblée de septembre 1782 et celui des Pères présents dans les différentes maisons oratoriennes dans le registre MM 592.

Ce poids grandissant des confrères n'est pas sans poser des problèmes graves aux instances dirigeantes de la congrégation. Ce sont eux en effet (comme le montre le tableau n° 3 qui présente la distribution des emplois dans l'Oratoire en 1782-1783) qui constituent plus des trois quarts du personnel des collèges, alors même que, d'après les statuts, ils ne peuvent participer aux assemblées générales. L'effervescence qui anime les jeunes confrères parvient cependant jusqu'à celles-ci : en 1773, un mémoire remis à l'assemblée générale demande la rédaction de nouveaux règlements pour faire cesser le « despotisme » du gouvernement de l'Oratoire et propose que le général soit désormais élu tous les trois ans et non plus à vie ; un autre envisage de faire de la congrégation un « corps purement académique »⁴⁴. Si ces demandes

44. Arch. Nat. M 218, Compte rendu de la Commission créée par l'assemblée de 1773 pour étudier les mémoires présentés et faire son rapport à l'assemblée de 1776. L'un des mémoires originaux est conservé *ibid.*, M 236 B.

sont alors écartées par la commission chargée de les examiner, elles n'en traduisent pas moins des aspirations nées au sein des membres les plus jeunes de l'Oratoire. L'organisation, en juillet 1790, d'un Comité oratorien de quinze Pères élu en contravention flagrante avec les règles qui régissent la congrégation les réalise : sont électeurs en effet tous ceux qui ont été admis dans la congrégation après trois ans et trois mois, qu'ils soient Pères ou confrères. La victoire remportée par les contestataires du régime manifeste, s'il en était besoin, l'anachronisme des règles statutaires par rapport à la structure réelle de la congrégation ⁴⁵.

Pour connaître exactement le moment où la congrégation change de visage, il faudrait en fait mesurer le flux des sorties. Or, si les catalogues indiquent souvent que tel Père ou tel confrère est sorti de la congrégation, cette mention n'est pas systématique, et surtout, la date de sortie manque fréquemment. Nous ne pouvons donc pour l'instant présenter, en regard de la courbe des entrées, celle des sorties et des décès qui suivrait pas à pas l'évolution de l'Oratoire. Mais des sondages partiels permettent de se faire une idée approximative des tendances. En reprenant l'échantillon des lettres A et B du fichier nominal des Oratoriens, et en analysant le destin des membres de la congrégation, on observe que le pourcentage des Pères (entrés ou devenus prêtres) oscille de 1640 à 1710 entre 50 et 60 % des entrées, tombe entre 1710 et 1729 à 30 % puis à 20 % dans les années 1730-1749. La réconciliation ne fait remonter ce pourcentage que jusqu'à l'étiage de 30 % dans les années 1750-1769, pour redescendre à nouveau à 20 % dans la décennie 1770-1779. Une cassure s'est donc opérée à partir des années 1710, ce que confirme, à l'inverse, la croissance du taux des confrères sortis de la congrégation sans avoir été ordonnés : de l'ordre de 30 à 38 % avant 1710, leur pourcentage atteint 56 % dans les années 1710-1729 puis les deux tiers des entrées entre 1730 et 1749. Cette proportion ne diminue guère après 1750, puisqu'elle reste aux alentours de 60 % entre 1750 et 1770, mais elle redescend légèrement dans la décennie 1770-1779 (48 %). Tout se passe comme si à partir des années 1710-1719 l'Oratoire se trouvait frappé d'une hémorragie irrémédiable. La majorité des confrères entrés sortent

45. Arch. Nat. M 222, « Procès-verbal du recensement fait par les PP. du collège de Lyon des scrutins à eux adressés pour la nomination des quinze commissaires qui doivent former le comité oratorien », 26 juillet 1790 ; les contestataires affirment avoir recueilli 260 adhésions d'électeurs et 80 de non-électeurs alors que les opposants seraient 219 dont 5 non-électeurs cependant que 60 resteraient neutres, soit au total 539 membres dont l'opinion est connue qui représenteraient environ 75 % des effectifs de Pères et de confrères à cette date. Au dos de cet imprimé de deux pages, le Père Desbrosses, résidant à Provins, qui l'envoie au Père de Balagny assistant du général, a écrit : « ce sont des gens qui ne cherchent qu'à détruire la congrégation pour leurs intérêts... ce sont ceux qu'elle a élevés qui la font périr... Encore s'ils pouvaient manquer leur but qui est une pension... Ce ne sont ni les jésuites ni les sulpiciens qui nous font périr, ce sont des soi-disant oratoriens ». Cf. aussi la délibération du Conseil de l'Oratoire en date du 2 août 1790 condamnant fermement l'initiative du Comité, *ibid.*, MM 592, p. 464.

après quelques années, cependant qu'au cours de la crise janséniste l'intervalle moyen entre l'entrée et la prêtrise, pour ceux qui accèdent au sacerdoce, s'est considérablement élevé : alors qu'il est environ de six ans entre 1660 et 1709, il évolue de huit à treize ans entre 1710 et 1739. Les refus opposés aux non-signataires du formulaire d'Alexandre VII ont pu d'ailleurs encourager beaucoup de confrères à partir. La congrégation se recrute désormais à partir d'une noria de confrères largement renouvelés au bout de quelques années. Bien plus, pour la minorité qui a décidé de rester, la situation de confrère, de provisoire et temporaire qu'elle était, est devenue un destin définitif.

Le devenir des confrères présents en 1729 en témoigne : 160 sur 303 sont sortis de la congrégation, soit plus de la moitié (41,3 % comme confrères, 11,1 % comme prêtres) ; la durée moyenne de leur séjour dans l'Oratoire — si l'on élimine cinq cas de sorties extrêmement tardives qui fausseraient les résultats — est d'environ dix ans. Quant à ceux qui ont décidé de rester (145), ils se répartissent entre deux groupes sensiblement égaux de Pères (74) et de confrères (71). Le cancer qui ronge l'organisme de l'Oratoire n'est pas visible en 1729, du fait de la prépondérance encore nette des Pères ; il n'en est pas moins déjà présent dans le corps. Une coupe faite vingt ou trente ans plus tard montrerait d'ailleurs que la durée de séjour à l'intérieur de la congrégation n'a fait que se réduire au fur et à mesure que l'on avance dans le XVIII^e siècle.

Cette désertion persistante contraint le Conseil de l'Oratoire à se dérober aux offres qui lui sont faites en 1763 de succéder directement aux Jésuites expulsés dans un certain nombre de collèges. La congrégation n'est pas en mesure de répondre à cette demande en raison de la pénurie de sujets pour les postes à remplir⁴⁶. De même, le Conseil se montre moins sourcilieux devant les infractions commises par certains pères ou confrères et les exclusions sont beaucoup plus rares qu'à la mi-XVIII^e siècle⁴⁷. Pour arrêter l'hémorragie, l'assemblée de 1776 porte l'honoraire des Pères et confrères à 120 livres (il était jusqu'alors de 80 livres...) par an, celui des frères à 80 livres⁴⁸. Celle de 1785 les porte

46. Cf. le mémoire du R. P. de La Valette, Général de l'Oratoire en 1763, M 226 ; voir à ce sujet les extraits qu'en donne B. PLONGERON, « Du modèle jésuite au modèle oratorien dans les collèges français à la fin du XVIII^e siècle », *Église et enseignement, Actes du colloque du X^e anniversaire de l'Institut d'Histoire du Christianisme de l'Université Libre de Bruxelles*, Bruxelles, 1977, p. 89-136.

47. En particulier lorsque des prêtres prennent des bénéfices sans autorisation du Conseil : l'exclusion était quasi automatique dans les années 1650. Ce n'est plus le cas un siècle plus tard. La quarante-huitième assemblée, dans sa septième session, le 14 mai 1773, rappelle la nécessité, au bout des trois ans et trois mois d'épreuve (comptés à dater de la sortie de l'institution), de procéder aux scrutins sur l'admission définitive dans la congrégation. Ne pourront être admis comme membres que les sujets disposant d'un titre clérical ou patrimonial leur permettant d'accéder aux ordres sacrés. Un identique rappel est fait aux supérieurs des maisons pour procéder aux scrutins sur l'admission aux assemblées de 1785 (5^e session, 16 septembre) et de 1788 (7^e session, 18 septembre), signe d'un relâchement à cet égard — Arch. Nat. M. 217.

48. *Ibid.*, Actes de la quarante-neuvième assemblée, sixième session, 17 sep-

à 150 livres pour les Pères et confrères ayant plus de dix ans de congrégation, à 200 livres pour ceux qui y sont entrés depuis plus de vingt ans. En fait, ces mesures, destinées à améliorer la condition économique des membres de l'Oratoire, apparaissent dérisoires si on met en regard les salaires des professeurs des collèges ex-jésuites (où le régent de sixième a toujours au moins 500 livres d'honoraires par an) ou ceux des curés à portion congrue (700 livres en 1786).

Cette discussion elle-même n'est pourtant pas sans signification, pas plus que ne l'est le souhait exprimé en 1780 par le procureur général de la congrégation, dans un mémoire remis au ministre de la Feuille, Yves-Alexandre de Marbeuf⁴⁹, de procurer aux anciens régents oratoriens une retraite au même titre que celle dont jouissent les professeurs d'université après vingt ans d'exercice. C'est le signe que s'insinue, à l'intérieur même du groupe des Pères, une conscience neuve de ce qu'est la congrégation : celle d'un corps d'enseignants unis plus par des tâches communes que par le lien sacerdotal. De fait, entrer dans l'Oratoire, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, n'a plus le même sens qu'au XVII^e siècle : il s'agit la plupart du temps d'une courte période de formation avant de retrouver dans le siècle des emplois correspondant aux compétences acquises durant ce stage : d'où les nombreux ex-Oratoriens que l'on retrouve dans l'enseignement des collèges séculiers mais aussi dans le préceptorat, les offices et les professions libérales. La sortie est d'autant moins une rupture qu'à aucun moment l'Oratoire n'a demandé de vœux à ses membres⁵⁰. Nous donnerons pour exemple de ces départs tranquilles la lettre du confrère Cheignard à l'économe du collège de la Trinité de Lyon en 1785 :

Ce n'est pas d'habit que je suis pressé, car il y a quelques jours que j'ai quitté l'habit de l'Oratoire. Je n'oublierai jamais les obligations que j'ai à votre corps et je ne désire que de me trouver dans l'occasion un jour de lui prouver que je ne suis pas ingrat⁵¹.

L'origine géographique des Oratoriens.

On saisira maintenant le rayonnement oratorien à partir de six cartes présentant, par périodes de 25 ans, le recrutement géographique des

tembre 1776 ; Actes de la cinquante-deuxième assemblée, septième et huitième sessions, 17 et 19 septembre 1785 ; voir aussi le compte rendu des mémoires présentés à ce sujet à l'assemblée de 1773, Arch. Nat. M 218.

49. Arch. Nat. M 226.

50. L'assemblée de 1785 se plaint amèrement de ce que des confrères entrés en 1774 ou 1775 ont négligé tout simplement de demander leur admission définitive... Elle leur accorde un sursis pour se mettre en règle. En revanche, les réintégrations dans l'Oratoire après sortie deviennent plus difficiles : l'assemblée de 1785 fixe la barre aux deux tiers des voix de l'assemblée générale (quatrième session, 15 septembre) et l'assemblée de 1788 donne les règles de procédure qu'il faut suivre pour être réintégré (quatrième session, 16 septembre), Arch. Nat. M 217.

51. A. D. Rhône D 321, Lettre au Père Baillot de Courtelon datée du 3 septembre 1785.

1641-1665

Grande Bretagne 9
Irlande 3

Provinces Unies 16

Empire 1

Suisse 1

Savoie 8

Italie 3

1666-1690

Grande Bretagne 4
Irlande 2

Suisse 3

Savoie 3

Constantinople 1

Italie 1

1691-1715

Antilles 1

Pays Bas 4

Hongrie 1

Suisse 1

Savoie 4

Italie 1

1716-1740

Grande Bretagne 1
Irlande 1

Provinces Unies 1

Pays Bas 5

Empire 2

Antilles 7

Savoie 8

Espagne 2

Italie 1

1741-1765

Grande Bretagne 1
Irlande 1

Pays Bas 4

Savoie 1

Louisiane 2
Antilles 18

Espagne 1

Italie 3

1766-1790

Antilles 13

Pays Bas 14

Empire 4

Suisse 1

Savoie 1

Portugal 1

Constantinople 1

Liban 1

Italie 3

1 à 5

6 à 14

15 à 29

30 à 49

50 à 75

plus de 75

CARTES n° 5 à 10.

Les origines géographiques des Oratoriens (1641-1790).

membres de la congrégation (cartes n° 5 à 10). Jusqu'en 1715, les zones où se recrute l'Oratoire restent relativement stables : tout d'abord les trois diocèses où sont implantées les trois maisons d'institution — Paris, Lyon et Aix — représentent à eux trois de 21 à 24 % du personnel entré pendant la période. Plusieurs diocèses où la congrégation tient des collèges font preuve d'une fécondité remarquable : Rouen (avec Dieppe), Troyes, Le Mans, Angers, Clermont (avec Riom), Marseille sont ainsi parmi les dix diocèses les plus prolifiques. On notera jusqu'en 1690 l'importance du vivier chartrain, berceau de la réforme sacerdotale de Bourdoise (49 Oratoriens de 1641 à 1690), jusqu'en 1715 celle du diocèse d'Orléans (102 Oratoriens, dont 95 Orléanais de souche, de 1641 à 1715) où l'Oratoire a une maison. La part du diocèse de Besançon, modeste dans la première période, passe au troisième rang entre 1690 et 1715, produisant déjà plus de 5 % des Oratoriens. De 1641 à 1715, les dix diocèses les plus féconds fournissent ensemble plus de la moitié des entrées dans la congrégation.

Au cours de la période 1716-1740, non seulement le recrutement baisse d'un tiers par rapport à la période précédente, mais la crise janséniste ne se fait pas sentir partout de la même manière. La part de certains diocèses s'effondre pour ne plus se relever, tels Troyes ou Orléans. L'ensemble Provence-Comtat Venaissin connaît une chute plus sévère que l'ensemble de la congrégation (de plus de 40 %) et, en son sein, les diocèses d'Aix et de Marseille ne représentent plus que 20 % du total, alors qu'auparavant ils constituaient la moitié du recrutement provençal. Des diocèses de Haute Provence prennent déjà la relève, tel celui de Riez qui, à lui seul, fournit 22 % des Provençaux. A l'inverse, les diocèses de Boulogne, où les Oratoriens du collège jouissent jusqu'en 1724 de la protection de l'évêque janséniste Pierre de Langle, et de Nantes présentent des scores tout à fait remarquables : 24 et 28 Oratoriens respectivement (soit les septième et sixième rangs), ce qui implique une belle fidélité à la congrégation persécutée. Lorsqu'on met en rapport les options idéologiques des évêques et le recrutement de l'Oratoire, on observe une corrélation assez fréquente entre la précocité du combat antijanséniste et l'effondrement des entrées dans la congrégation : plus la répression idéologique s'est ouverte tard localement, moins la congrégation a souffert. Le cas exemplaire est celui de Paris qui ne connaît qu'une baisse inférieure à 8 % et où le cardinal de Noailles n'a accepté la bulle *Unigenitus* qu'en 1728, mais on pourrait tout aussi bien citer les exemples de Tours, Agde et Montpellier. A l'inverse, les diocèses d'Orléans, Angers, Aix, Marseille, Arles ont reçu, dès la fin du xvii^e siècle ou au début du xviii^e, des pasteurs décidés à extirper « l'hérésie » : ce sont aussi ceux qui connaissent les plus fortes pertes.

Par delà la crise janséniste, le visage de la congrégation prend une physionomie sensiblement différente. La part des dix diocèses les plus féconds ne cesse de décroître (38 % entre 1766 et 1790), ce qui atteste

une plus grande dispersion des entrées. Comme s'il avait été mortellement atteint par une trop longue bataille, le recrutement de la capitale s'effondre (49 entrées seulement en 1766-1790 contre 127 entre 1691 et 1715 !), alors que le diocèse de Besançon avec 84 entrées représente à lui seul 7 % du personnel entré et vient en tête de tous les diocèses français ⁵². Quant à la Provence, où l'effondrement s'est prolongé jusqu'en 1760, elle connaît à la fin du XVIII^e siècle la plus forte poussée enregistrée : elle compte, entre 1766 et 1790, près de 27 % des entrées (contre 15 % dans les vingt-cinq années précédentes). Mais Aix et Marseille n'y ont pas retrouvé la place qu'ils occupaient avant la crise (30 % des Provençaux seulement entre 1740 et la Révolution) ; en revanche les diocèses de Haute Provence, Riez, Glandèves, Sisteron (avec les deux villes concathédrales Sisteron et Forcalquier) auxquels il convient d'ajouter celui de Fréjus, prennent une part décisive dans cet ensemble. Notons enfin deux montées spectaculaires, celles d'Arras et d'Agen, qui s'expliquent aisément par la prise en charge des collèges à la fin des années 1770.

Une nette ruralisation accompagne ces basculements géographiques à partir des années 1740. Le phénomène n'étonnera pas : il a déjà été repéré dans le recrutement des prêtres séculiers ⁵³, des Bénédictins ⁵⁴ et des Doctrinaires ⁵⁵ à la même époque. On en donnera seulement deux exemples. En mesurant, pour chaque période définie plus haut, la part des entrées venues des seules villes épiscopales par rapport au total des entrées ⁵⁶, on remarque une stabilité du rapport, qui se situe jusqu'en 1740 aux alentours de 45 à 50 % des entrées. À partir de cette date, la proportion décroît pour ne plus constituer dans la dernière période qu'à peine plus du tiers (34,2 %). Le phénomène se vérifie localement : dans le diocèse du Mans, le nombre des Oratoriens venus des bourgs et des villages constitue la moitié des entrées entre 1741 et la Révolution (56 entrées sur 113), alors que la ville épiscopale ne compte plus que pour moins de 25 %. On peut donc raisonnablement y reconnaître une modification assez sensible des couches sociales où puise l'Oratoire. C'est d'ailleurs dans cette mutation que le Père de La Valette, supérieur général de l'Oratoire, voyait l'une des causes du dépérissement de la congrégation ⁵⁷.

52. On retrouve une poussée tout à fait similaire du diocèse de Besançon dans le recrutement des Lazaristes.

53. T. TACKETT, art. cité.

54. D. JULIA et L. DONNAT, art. cité.

55. J. DE VIGUERIE, *op. cit.*, p. 213-214.

56. Dans les trois diocèses de Bayeux, Lescar et Tournai nous avons systématiquement ajouté les entrées en provenance de Caen, Pau et Lille. Nous reconnaissons aisément la grossièreté du critère retenu. On peut cependant admettre que, dans leur majorité, les villes épiscopales sont de grandes villes. D'après le recensement de 1806, 58 chefs-lieux d'évêchés ont plus de 10.000 habitants, 37 entre 5.000 et 10.000, 12 de 2.000 à 5.000.

57. Arch. Nat. M 226, Mémoire de 1763 : « gémissant sous des besoins auxquels ils ne peuvent pas satisfaire, humiliés en se comparant à leurs confrères qui sont

GRAPHIQUE n° 4. — L'évolution du recrutement oratorien dans quelques villes où la congrégation tient un collège.

Ce changement est encore repérable à travers l'évolution des entrées venues des villes où l'Oratoire tient des collèges. Comme il est normal, la congrégation se nourrit de ceux-là mêmes qu'elle a formés depuis l'enfance, grâce aux liens tissés avec la notabilité urbaine. Pourtant la part de ces villes décroît au cours du XVIII^e siècle : avoisinant 23 % dans la période 1691-1715, elle n'est plus que de 15 % dans les vingt-cinq années qui précèdent la Révolution. Ce n'est pas que la congrégation ait cessé de puiser dans ses collèges son propre renouvellement. Mais elle ne tire plus ses recrues du vivier urbain : c'est la campagne environnante qui les lui envoie. Au reste, les cités se sont montrées inégalement généreuses dans le don de leurs fils, comme l'atteste le graphique n° 4⁵⁸. Ainsi Provins, Hyères⁵⁹ et Soissons ont-elles fourni moins de 40 Oratoriens chacune en un siècle et demi. La taille de ces villes (à laquelle il faudrait pourtant rapporter le nombre des vocations pour avoir des taux exactement comparables) n'est pas seule en cause car Salins, Beaune ou Riom enregistrent un nombre de vocations oratoriennes plus de deux ou trois fois supérieur, sans être pour autant deux ou trois fois plus peuplées. En fait ces villes n'échappent pas aux mouvements que nous venons de décrire : les trois-quarts des Montbrisonnais et des Saumurois, 70 % des Toulonnais, les deux-tiers des Troyens, plus de 60 % des Riomois et des Dieppois sont entrés à l'Oratoire entre 1641 et 1710 (alors que cette période regroupe seulement 51 % du personnel entré entre 1641 et la Révolution) ; Beaune et Boulogne manifestent une fidélité plus régulière. Salins présente un profil inverse de la majorité des villes « oratoriennes », par une progression constante au cours du XVIII^e siècle qui confirme la spécificité franc-comtoise.

Le profil social de l'Oratoire : esquisse provisoire.

Pour peu qu'on scrute les milieux urbains d'où sont issus les Oratoriens, c'est l'homogénéité sociale du recrutement de la congrégation qui frappe d'emblée. Au moins jusqu'en 1730 sinon jusqu'en 1750, on a l'impression que des élites relativement restreintes fournissent le gros des troupes oratoriennes. A Orléans et à Limoges, ce sont les officiers de finance qui sont les plus féconds (trésoriers de France au bureau des finances, receveurs du taillon, conseillers à l'élection) ; à Montbrison et à Riom, villes robines par excellence, le bailliage et le présidial se trouvent pendant plusieurs générations dans une sorte

plus favorablement partagés, le dégoût les saisit, ils perdent l'esprit de leur vocation et il n'est point d'efforts qu'ils ne fassent pour se procurer quelque emploi mal assorti aux sentiments qu'ils avaient puisés dans le corps ».

58. A noter que l'Oratoire n'a tiré qu'un nombre restreint de membres des lieux où il tenait des séminaires.

59. Sur les 25 Oratoriens issus de Hyères, la famille Massillon en donne à elle seule 7.

d'osmose par rapport à l'Oratoire, osmose que la présence du collège tend à maintenir. Dans les cités provençales c'est la « bourgeoisie », au double sens défini par Maurice Agulhon⁶⁰, rentière et officière, qui l'emporte. Dans de très grandes villes enfin comme Le Mans, Rouen, Paris, Lyon, Marseille, le recrutement se trouve normalement plus diversifié, mais la part de la marchandise y dépasse parfois 30 %. Encore faudrait-il pouvoir mesurer l'importance de ces marchands sur l'échelle de la richesse urbaine, pour évaluer le spectre social du rayonnement oratorien.

En tout cas, le rôle des réseaux familiaux pour l'entrée dans la congrégation est indéniable. C'est couramment que nous avons rencontré des frères, des cousins, des oncles et des neveux et même jusqu'à des pères (sortis confrères et mariés après un stage à l'Oratoire...) et des fils. Si le cas de la famille de Paul, originaire de Brignoles, qui envoie sept frères à l'institution d'Aix entre 1694 et 1713, est sans doute exceptionnel, on demeure impressionné par les liens de parenté étroits qui peuvent unir les Oratoriens venus d'une même ville. Ainsi, à Limoges, la famille des Martin de la Bastide, trésoriers de France au bureau des finances⁶¹, qui donne huit Oratoriens entre 1664 et 1738, est-elle alliée aux Roulhac qui appartiennent au même milieu (neuf Oratoriens entre 1693 et 1781, dont cinq frères dans les années 1776-1781, fils du lieutenant-général au présidial), aux Verthamon (deux Oratoriens, 1682 et 1709), et aux Baillot du Queyroir (deux Oratoriens, 1786 et 1788), eux aussi trésoriers de France. Le collège de Limoges est jésuite et il n'y a dans la ville qu'une résidence oratorienne. Mais on sera moins étonné de cette fécondité en apprenant que la quasitalité de ces Limougeauds entrés dans la congrégation est venue faire ses études à Juilly. Pour mieux montrer l'importance de ces structures de parenté, nous avons résumé dans un tableau généalogique simplifié les relations familiales qui unissent quelques Oratoriens riomois au ^{xvii}^e siècle⁶². S'y lit, à la fin du ^{xvi}^e siècle et au cours de la première moitié du ^{xvii}^e, l'influence non négligeable des Jésuites sur la robe riomoise, puisqu'on repère chez les Sirmond trois Jésuites et non des moindres, l'un d'eux étant le confesseur du roi. Dès les années 1660, s'y est substitué l'ascendant oratorien, dont l'entrée de Jean Soanen, en 1661, est comme un symbole : quatorze membres de la congrégation en deux générations, sans compter les relations familiales que nous n'avons pas réussi à établir sûrement, mais qui sont aisément présumables.

Une coupe faite en 1729 (tableau n° 4) sur l'ensemble des membres de la congrégation donne une image plus précise de la physionomie

60. M. AGULHON, *La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution*, Paris, 1970, p. 103-122.

61. Cf. R. SAZILLY, *Généalogie de la famille Martin de La Bastide*, s.l.n.d., exemplaires photocopiés.

62. Les relations familiales ont été établies grâce à E. EVERAT, *La sénéchaussée d'Auvergne*, Paris, 1885, et, du même auteur, *Le Bureau des Finances de Riom*, Riom, 1900.

TABLEAU 4. — *Les origines socio-professionnelles des Oratoriens : prêtres et confrères présents en 1729.*

Catégorie sociale et profession du père de l'Oratorien	Prêtres		Confrères		Total	
	n	%	n	%	n	%
A. NOBLES						
Nobles titrés	5	0,8	1	0,3	6	0,7
Service du Roi	2	0,3	2	0,7	4	0,4
Offices et administrations	31	5,1	21	6,9	52	5,7
Armée	4	0,7	4	1,3	8	0,9
Professions libérales	3	0,5	—	—	3	0,3
Écuyers, gentilshommes (sans plus)	45	7,5	11	3,6	56	6,2
Total	90	14,9	39	12,8	129	14,2
B. NON-NOBLES						
Seigneurs de...	7	12,7	—	12,5	7	12,7
Bourgeois	70		38		108	
Service du Roi et des Princes	7	1,2	1	0,3	8	0,9
Officiers supérieurs et moyens	56	9,3	32	10,5	88	9,7
Officiers subalternes	16	2,6	5	1,7	21	2,3
Notaires et procureurs	50	8,3	17	5,6	67	7,4
Administrations	10	1,6	12	4,0	22	2,4
Consuls, échevins, maires	2	0,3	2	0,7	4	0,4
Armée	6	1,0	8	2,6	14	1,6
Professions libérales et intellectuelles	74	12,3	23	7,6	97	10,7
Commerce et production en gros, banque	8	1,3	13	4,3	21	2,3
Marchands et artisans	132	21,9	75	24,8	207	22,8
Laboureurs	4	0,7	5	1,7	9	1,0
Indéterminés non-nobles	72	11,9	33	10,9	105	11,6
Total	514	85,1	264	87,2	778	85,8
Total général	604	100,0	303	100,0	907	100,0

sociale du groupe⁶³. Trois phénomènes majeurs s'y lisent : l'importance des offices et des professions libérales, le rôle de la noblesse, l'absence du monde rural. On ne saurait trop souligner la part des offices, des professions libérales et de l'administration qui, si l'on réunit nobles et non-nobles, représentent au moins 40 % du personnel

63. Nous remercions ici Daniel Roche qui nous a aidés à établir la grille de classement socio-professionnel ici présentée.

oratorien. Bien plus, à la différence du recrutement repéré chez les Doctrinaires ⁶⁴, il s'agit pour l'essentiel d'offices moyens ou supérieurs (cours souveraines, trésoriers de France, bailliages, présidiaux, élections), d'avocats ou de médecins. Les notaires et procureurs ne sont pas absents, mais leur proportion est moins importante (surtout chez les confrères). Par ailleurs, le groupe des Oratoriens nobles est particulièrement nombreux, par rapport à la place de la noblesse dans l'ensemble de la population. Si l'on se rappelle que les confrères représentent les générations les plus jeunes, il est indéniable que la part de ceux qui se désignent sous le simple terme d'écuyer ou de gentilhomme et qui correspondent vraisemblablement à la vieille noblesse militaire tend à décroître au profit de la noblesse d'offices. Notons enfin la progression du monde de la marchandise chez les confrères, où il atteint le quart du recrutement. Cette progression (de trois points par rapport aux Pères) est sans doute l'indice d'un mouvement de fond destiné à se poursuivre.

Il va de soi qu'il faudrait faire au moins deux autres coupes dans le siècle pour saisir les mutations que nous avons entrevues, mesurer l'importance nouvelle des laboureurs (évidente en Franche-Comté) et la progression du monde de l'échoppe et de la boutique. Nous n'entendions proposer ici qu'une esquisse provisoire, préalable nécessaire à l'analyse du jansénisme dans la congrégation ⁶⁵.

Les Oratoriens appelants.

Les historiens de la spiritualité ont, dans les années récentes, renouvelé notre connaissance du jansénisme à l'intérieur de l'Oratoire ⁶⁶. Il n'est pas question, dans les limites de cet article, de reprendre un sujet d'une telle ampleur. Rappelons simplement, pour notre propos, l'importance de la tumultueuse assemblée de 1678 où le supérieur général de l'Oratoire, le Père de Sainte-Marthe, se voit contraint par le roi et par l'archevêque de Paris, François de Harlay de Champvalon, de sanctionner un formulaire de doctrine nettement anti-janséniste sur la grâce et la prédestination, formulaire qui doit devenir la règle de conduite de la congrégation en ces matières ⁶⁷. Dans le sillage des précédentes, l'assemblée de 1684, à la demande du député du roi,

64. J. DE VIGUERIE, *op. cit.*, p. 226-232.

65. Nous n'avons pas pu prendre connaissance, avant la rédaction de cet article, du Ph. D. de Stephen John WAGLEY, *The Oratory of France, 1629-1672 : a social history*, University of Toronto, Canada, 1976. Nous avons présenté une étude globale du recrutement social de la congrégation au XVIII^e siècle, au colloque international d'histoire de l'éducation de Louvain en septembre 1979.

66. Notamment E. JACQUES, *op. cit.*

67. B. NEVEU, « Quelques sources manuscrites relatives à l'histoire de l'Oratoire en 1678-1679 », *Oratoriana*, n° 11, 1965, p. 86-121 ; cf. aussi H. C. JUDGE, « The congregation of the Oratory in France in the late seventeenth century », *The Journal of ecclesiastical history*, vol. XII, 1961, p. 46-55.

le Père Du Bois, oblige les membres de la congrégation à signer un formulaire conforme aux résolutions de 1678, mesure qui provoque l'exil volontaire de Pasquier Quesnel (exclu de l'Oratoire en février 1685) dans les Pays-Bas espagnols auprès d'Antoine Arnauld. Il faut souligner à cet égard le rôle de refuge idéologique joué pendant toute cette période par les Oratoriens de Mons⁶⁸, alors que des mesures coercitives exercées par le roi tombent sur un certain nombre d'Oratoriens réputés jansénistes dans les années 1680-1696 : embastillements (notamment du Père du Breuil), exils (au tout premier chef celui du supérieur général Abel de Sainte-Marthe de 1682 à 1684 puis de 1692 à 1696).

Notre propos se bornera ici à mesurer le dynamisme du réseau janséniste à l'intérieur de l'Oratoire au cours de la bataille menée contre la bulle *Unigenitus*. Nous avons donc tenté de relever pour chaque Oratorien l'ensemble des actes d'appel ou d'adhésion à Monsieur de Senez que celui-ci a signés. Deux sources essentielles nous ont servi : d'une part le recueil constitué par l'abbé Nivelles dès le XVIII^e siècle⁶⁹, rassemblant la totalité des actes d'appel qu'il avait pu recueillir, d'autre part les anciennes archives de Port-Royal, conservées aujourd'hui à Utrecht, qui contiennent les papiers personnels de Soanen et dans ceux-ci nombre d'actes d'adhésion ou d'appel jamais publiés⁷⁰. Précisons d'emblée deux limites aux résultats présentés ici : s'il est vraisemblable que la quasi-totalité des actes d'appel signés dans les collèges, séminaires ou résidences de l'Oratoire est connue, il n'en va sans doute pas de même pour les Oratoriens qui, « conservés » dans la congrégation suivant le terme officiel, détenaient un bénéfice et ont donc pu signer isolément sans que leur appartenance à l'Oratoire soit décelable. Or ces bénéficiaires représentent un sixième des pères environ⁷¹. Les chiffres obtenus sont donc des chiffres *minimaux*. Par ailleurs, le tableau n° 5 ne comptabilise pas, par définition, tous les appelants puisqu'il s'agit seulement d'une coupe faite en 1729 sur le personnel présent alors dans la congrégation : nombre de Pères ou de confrères ayant signé en 1717 ou en 1720 ont pu soit sortir de la congrégation, soit mourir avant cette date. Celle-ci a paru commode pour

68. E. JACQUES, *op. cit.*, p. 546-566.

69. [Abbé NIVELLES], *La Constitution Unigenitus déferée à l'Église Universelle ou Recueil Général des Actes d'Appel interjetés au futur Concile Général de cette Constitution et des lettres « pastoralis officii »*, Cologne, 1757, 4 volumes in-folio. Les actes d'appel des Oratoriens se trouvent au t. I, p. 110-112, 251-259, 552-555, et au t. III, p. 227-269. Nous n'avons pu consulter le manuscrit 10189 de la Bibliothèque de l'Arsenal qui contient plusieurs actes d'appel d'Oratoriens, en raison des mesures de désinfection dont les archives de la Bastille sont actuellement l'objet.

70. Cf. J. BRUGGEMAN et A. J. VAN DE VEN, *Inventaire des pièces d'archives françaises se rapportant à l'abbaye de Port-Royal des Champs et son cercle et à la résistance contre la bulle Unigenitus et à l'appel (ancien fonds d'Amersfoort)*, La Haye, 1972. Les actes d'appel des oratoriens sont conservés sous les cotes 4533 à 4551.

71. On compte 107 bénéficiaires parmi les Pères en 1729. Ceux-ci se répartissent entre 28 appelants et 79 non-appelants, soit un pourcentage nettement inférieur à celui de l'ensemble de la congrégation.

TABLEAU 5. — Appelants parmi les prêtres de l'Oratoire (état de 1729).

Age en 1729	Prêtres présents en 1729 n	Dont appelants		b. en pourcentages		Persistent dans		Nouveaux	
		a. en nombres absolus		1717/9	1720/1	la/les signature(s) précédente(s) de l'appel, en %		signataires	
		1717/9	1720/1	1717/9	1720/1	1720/1	1727/8	1720/1	1727/8
						et suiv.	et suiv.	n	n
20-29	25	—	—	—	—	—	—	—	7
30-39	408	30	31	34,5	31,0	29,2	50,0	16	40
40-49	192	88	58	47,1	30,7	22,5	51,1	13	7
50-59	135	55	26	41,7	19,7	17,0	38,2	5	6
60-69	78	37	17	47,4	21,8	19,2	43,2	1	2
70-79	45	20	12	44,4	26,7	24,4	55,0	1	1
80-89	14	7	3	50,0	21,4	14,3	28,6	1	1
Age inconnu	7	1	—	16,6	—	14,3	—	—	1
n	604	238	147	550 *	567 *	601 *	410	96	35
Moyenne				43,3	25,9	21,8			

* Total des prêtres présents en 1729, moins les Oratoriens prêtres ou devenus prêtres, entrés depuis respectivement : 1716, 1719 et 1726.

deux raisons : elle intervient juste après le dernier appel collectif au concile qui rassemble le noyau janséniste militant ; l'existence d'un catalogue de tous les membres de l'Oratoire à cette date permettait en même temps de situer ce noyau dans l'ensemble de la congrégation.

Les appels interjetés par les Oratoriens sont classés en trois vagues successives : 1717 à 1719, 1720-1721 (et jusqu'à 1726), 1727-1728 (actes auxquels on a joint les adhésions tardives et non publiques à Monsieur de Senez). Cette distinction a paru respecter la chronologie même du mouvement d'appel⁷². Au cours de la première période, qui est celle du premier appel des quatre évêques⁷³ et du second appel du cardinal de Noailles archevêque de Paris (24 septembre 1718), signer un acte d'appel c'est sans doute manifester publiquement des sympathies jansénistes, flétrir la condamnation des propositions du livre de Pasquier Quesnel, ex-Oratorien qui n'a cessé de garder des contacts étroits avec les membres de sa famille spirituelle⁷⁴ ; ce n'est pas cependant s'engager beaucoup puisque les chefs de file se trouvent être l'archevêque de Paris — qui est la capitale du parti — et le Père général de la congrégation (qui signe l'appel de Noailles le 1^{er} octobre 1718) ; après la déclaration royale du 4 août 1720 qui regarde comme de nul effet les appels déjà interjetés et interdit ceux à venir, la signature du réappel interjeté le 10 septembre 1720 par les évêques de Senez, Boulogne et Montpellier nécessite plus de courage et atteste de plus fermes convictions. Enfin l'adhésion à Jean Soanen, évêque de Senez suspendu de ses fonctions en 1727 et exilé à La Chaise-Dieu, regroupe le noyau militant qui ose protester contre le « brigandage d'Embrun » alors même que la répression se fait plus sévère. Précisons, pour éclairer les résultats, qu'à l'intérieur de chaque tranche chronologique ainsi définie nous n'avons compté chaque Oratorien qu'une seule fois, même s'il a pu signer plusieurs appels. Il y a en effet de véritables « spécialistes » de l'appel qui signent chaque fois que l'occasion leur en est donnée, sans oublier ces militants itinérants et souvent obscurs qui se chargent de recueillir les adhésions et d'aller les faire enregistrer ensuite auprès des rares greffes d'officialités diocésaines qui les acceptent : ceux dont l'évêque appartient au parti (Boulogne, Auxerre et Montpellier). Il a fallu enfin, pour analyser la persévérance d'un appel sur l'autre, retrancher du comptage les Oratoriens entrés postérieurement à 1716 et 1719⁷⁵.

72. Sur ce plan, on se reportera à E. PRÉCLIN, *Les jansénistes du XVIII^e siècle et la Constitution civile du clergé*, Paris, 1929, et à J.-F. THOMAS, *La querelle de l'Unigenitus*, Paris, 1950.

73. 1^{er} mars 1717 : Pierre de La Broue évêque de Mirepoix, Charles-Joachim Colbert évêque de Montpellier, Pierre de Langle, évêque de Boulogne, Jean Soanen évêque de Senez.

74. Comme en témoignent les notes de police rédigées lors de la saisie des papiers de Quesnel à Bruxelles en 1703, B.N. ms fr. 15796, f^o 457-458, 460, 462 bis, 470, 473, 484-486.

75. L'étude porte sur les seuls Pères présents en 1729. Un sondage sur les confrères n'était pas pertinent, étant donné leur entrée majoritairement récente.

Les résultats obtenus (tableau n° 5) expriment l'audience rencontrée par les deux appels de 1717 et 1718 dans la congrégation : plus de 40 % des prêtres de l'Oratoire ont signé. Il s'agit à la fois du cercle le plus large des sympathies oratoriennes recueillies par le parti janséniste, mais aussi le moins engagé. Notons de surcroît qu'il n'est pas majoritaire. Dès 1720-1721, les adhésions qui exigent un engagement personnel se restreignent au quart des prêtres. La phalange prête à défendre le vénérable exilé de La Chaise-Dieu est encore un peu plus réduite (à peine 22 %). Mais ce passage de la manifestation publique au silence ne se fait pas avec la même régularité suivant les générations. Si le groupe des 40-69 ans signe en 1717-1719 plus aisément que l'ensemble du corps, en revanche son taux de persévérance s'avère beaucoup moins élevé que celui des plus jeunes ou des plus âgés : ces hommes mûrs sont aussi les moins constants dans l'affirmation de leurs convictions. Tout se passe en fait comme si le jansénisme s'appuyait dans l'Oratoire sur deux groupes nettement différenciés : d'une part les plus jeunes Pères (ceux qui avaient de 21 à 30 ans en 1720) qui persistent dans leur appel et sont aussi les plus nombreux parmi les nouveaux signataires⁷⁶ ; d'autre part la cohorte qui a dépassé la soixantaine en 1720 et qui a connu à l'intérieur de la congrégation la première bataille des années 1678-1684 : à peine plus jeunes que Soanen, ils restent fidèles à la même tradition augustinienne qu'ils ont reçue à la maison d'institution ou à Saumur (maison d'études théologiques)⁷⁷. C'est par eux que le lien entre le premier et le second jansénisme s'établit, et leur signature récapitule en quelque sorte l'acquiescement de toute une vie intellectuelle et spirituelle.

En revanche, la répartition des appels suivant le milieu social d'origine des Pères ne manifeste aucun clivage décisif : il n'y a pas lieu de s'en étonner et nous avons suffisamment insisté sur l'homogénéité sociale du groupe oratorien. Le jansénisme traverse donc de manière régulière l'ensemble des couches où l'Oratoire se recrute. Tout au plus peut-on remarquer une plus faible propension à signer de la part des prêtres issus de la noblesse, un taux plus fort de signatures et de persévérance dans les milieux originaires des offices. Mais les écarts restent assez minimes⁷⁸. Au contraire, la distribution géographique par diocèses d'origine s'avère significative. Trois types de comportements

76. A noter que le faible taux de signatures du groupe des 30-39 ans à l'appel de 1717-1719 peut vraisemblablement s'expliquer par une interdiction faite aux jeunes confrères présents encore à l'institution ou dans une maison d'études d'apposer leur signature, mesure dictée par la prudence.

77. Cf. L. BARDETTE, « L'influence augustinienne au xviii^e siècle spécialement dans l'Oratoire », *Revue de l'histoire des religions*, t. 93, 1926, p. 279-293.

78. Sur 90 nobles, on ne compte que 37 signataires des différents appels et 20 de l'adhésion à Monsieur de Senecy ; en revanche dans le milieu des officiers (offices roturiers de Cour, offices moyens et supérieurs, notaires et procureurs, emplois d'administration), on dénombre, sur 139 personnes, 78 signataires de l'un ou l'autre des appels, soit plus de la moitié, et 34 adhérents à l'exilé de La Chaise-Dieu.

peuvent être distingués ⁷⁹ : les diocèses qui comptent peu d'appelants au départ et un taux faible ou moyen de persévérance : ainsi les diocèses de Lyon et de Besançon ; les diocèses où l'on compte dès 1717-1719 autant voire plus d'appelants que dans le reste de la congrégation mais qui se refusent à protester contre les décisions du concile d'Embrun : tels, en Provence, les diocèses d'Aix, de Marseille et de Toulon, et dans l'Ouest ligérien, Angers, Le Mans et Nantes ; enfin les diocèses qui connaissent un très fort taux d'appelants dès 1717-1719 (de 58 à 70 %) et qui manifestent une fidélité inébranlable à Jean Soanen (un tiers ou plus du tiers du total) : ainsi Paris, Rouen, Langres et Troyes, auxquels on pourrait joindre dans une constance un peu moins affirmée (aux alentours du quart) Orléans et Clermont. Le regroupement des appelants par provinces ecclésiastiques accuse ces différences régionales. Les provinces où l'adhésion à Monsieur de Senez est la plus répandue sont celles de Paris, Rouen, Sens, Bordeaux (aux alentours de 30 %) et dans une moindre mesure Lyon (parce qu'elle englobe les diocèses de Mâcon et de Langres : aux environs du quart). En revanche, pour l'ensemble de la Provence (provinces d'Aix, d'Arles et d'Embrun), le taux des appels de 1727 ne dépasse pas 10 %, tout comme en Franche-Comté. Celui de la province de Tours, qui regroupe Bretagne et pays de la Loire inférieure, n'atteint pas 15 %. Cette géographie retrouve en partie celle esquissée par Edmond Préclin ⁸⁰ : en particulier la très nette prépondérance du Bassin parisien dans le groupe des appelants. Mais l'effondrement du Sud ne saurait être trop souligné, car c'est au même moment que l'institution d'Aix connaît une chute radicale des entrées. La greffe d'un Jean Soanen, Auvergnat d'origine, n'a pas pris sur la branche provençale de la congrégation.

Au-delà de 1727, il faudrait suivre avec attention le groupe le plus fervent et mesurer son influence sur l'ensemble de la congrégation. Depuis 1723, les assemblées triennales de l'Oratoire sont régulièrement troublées par l'exclusion, décrétée par le roi qui y délègue un commissaire, des députés réappelants ⁸¹. Pour l'assemblée de 1746, les ordres du roi se font plus sévères puisque « son intention est qu'il ne soit député à l'assemblée que des sujets de saine doctrine, disposés à signer purement et simplement le formulaire d'Alexandre VII et à donner leur déclaration de soumission aux bulles apostoliques et notamment à la Constitution Unigenitus, voulant qu'aucun député ne puisse

79. Nous n'avons retenu dans cette description que les diocèses d'où sont issus plus de dix Oratoriens.

80. E. PRÉCLIN, *op. cit.*, p. 83-88.

81. Pour l'assemblée de 1723, cf. « Mémoire sur la conduite que doivent tenir les prêtres de l'Oratoire au sujet de la députation à leur assemblée prochaine du mois de septembre 1723 », Arch. Nat. MM 628, f° 197-198, indiquant la conduite à tenir en cas d'une éventuelle lettre de cachet excluant les députés réappelants ; cf. aussi les remontrances faites par les députés exclus, et la réponse des Pères consultants de l'assemblée, *ibid.*, M 218. Pour l'assemblée de 1729, *Nouvelles Ecclésiastiques*, 20 septembre 1729, p. 159-161 ; pour celle de 1732, *Nouvelles Ecclésiastiques*, 6 novembre 1732, p. 201-203.

tenir séance à l'Assemblée qu'après avoir fait ladite déclaration »⁸². La mesure est, cette fois, préalable à l'assemblée et restreint la liberté de vote des prêtres de la congrégation. On imagine sans peine les protestations qu'elle suscite contre la violence exercée, et qui mettent en cause la canonicité de l'assemblée ainsi élue. Les *Nouvelles Ecclésiastiques* font état des signatures de 199 prêtres protestataires, soit 42 %, et de 137 confrères, ce qui correspond vraisemblablement à un pourcentage légèrement plus élevé⁸³. Il n'y a pas lieu de mettre en doute ces chiffres⁸⁴ qui témoignent de la permanence du courant janséniste au sein de la congrégation : la coïncidence avec les chiffres de 1717-1719 est à tout le moins frappante. Mais, du même coup, plus dure sera la chute. Car les exclusions tombent dru dans ces années. L'assemblée de 1749, où les mêmes ordres du roi ont été réitérés, voit la déroute du parti janséniste : les *Nouvelles Ecclésiastiques* ne peuvent annoncer que 150 signatures (Pères et confrères réunis) de protestations contre la canonicité de l'assemblée, soit moins de la moitié de celles de 1746, et sans doute moins de 15 % des Pères⁸⁵. Les 29 députés présents à l'assemblée signent unanimement le formulaire d'Alexandre VII et se soumettent à la bulle *Unigenitus* « comme à un jugement de l'Église universelle en matière de doctrine ». La victoire du roi a cependant un goût de cendres : entre 1746 et 1755, la congrégation voit disparaître de ses rangs 116 Pères, soit plus du quart : le vieillissement du corps ne peut à lui seul rendre compte d'une telle hémorragie.

*
* *

Nous nous sommes efforcés dans cet article d'insister sur la crise des années 1720-1750 et sur les transformations structurelles qu'elle entraîne pour la congrégation : l'Oratoire de 1790 ne ressemble guère à celui de 1650. Pourtant, une question hante l'historien : celle des continuités qu'il croit entrevoir au-delà des ruptures manifestes. Ce n'est sans doute pas un hasard si le même corps ouvre au xvii^e siècle ses rangs

82. Bibliothèque de l'Arsenal, ms 2064, f° 440-441 : Lettre de convocation du général de l'Oratoire pour l'assemblée de 1746, 25 mars 1746. Les ordres du roi cités par le Père de La Tour sont des 17 juin 1745 et 5 mars 1746.

83. *Nouvelles Ecclésiastiques*, 6 novembre 1746, p. 180 ; voir aussi les numéros des 13 et 20 novembre. 14 députés réappelants élus à l'assemblée malgré les ordres du roi sont exclus par le commissaire du roi, M. de Marville. Parmi eux le Père Gilles-François de Monteul, 91 ans, entré en 1675 à l'Oratoire, est sans doute l'un des derniers représentants du premier jansénisme.

84. Le carton M 218 des Archives Nationales contient des protestations de 102 pères et 18 confrères provenant d'une vingtaine de maisons seulement ; à quoi il faut ajouter la lettre de protestation écrite au Père général par 22 Pères de la maison Saint-Honoré (copie B.N., ms fr. 12449, f° 557 ; autre copie, Bibliothèque de l'Arsenal, ms 2064, f° 448-449) et une signature supplémentaire parmi les protestataires de la maison de Riom omise dans la copie conservée aux Archives Nationales (B.N., ms fr. 12449, f° 868v°-873). Soit au total 125 signatures de Pères retrouvées. Bien qu'incomplets, ces dossiers confirment l'ampleur de la protestation.

85. *Nouvelles Ecclésiastiques*, 6 novembre 1749, p. 177-180.

à de nombreux nouveaux convertis et tisse à Saumur des liens d'estime et de controverse féconde avec les professeurs de l'Académie calviniste, constitue dans les années 1680-1750 l'un des hauts lieux d'un jansénisme militant, et irrigue avec autant d'ardeur le personnel de l'administration révolutionnaire. D'autres analyses devront tenter d'élucider ces filiations intellectuelles. En refusant d'enfermer l'Oratoire dans des catégories juridiques strictes, Bérulle faisait reposer la survie de la congrégation dans la confiance exigeante qu'il accordait à la responsabilité individuelle de chacun de ses membres. Plus fragile à l'évidence que la Compagnie de Jésus militairement structurée par Ignace de Loyola, l'Oratoire a représenté un espace intellectuel plus ouvert aux interrogations du siècle, plus tenté aussi — parce que plus exposé — de se considérer comme le petit troupeau persécuté. L'enthousiasme révolutionnaire qui saisit beaucoup d'Oratoriens, évidemment facilité par la laïcisation du groupe, n'est peut-être pas si éloigné du pessimisme janséniste : car créer un monde nouveau, n'est-ce pas avouer la perversité de l'ancien ?

Willem FRIJHOFF et Dominique JULIA.